

MOSTAGANEM

Un concours pour le choix du plus beau quartier

Le chef de daïra de Mostaganem appelle à l'engagement de tous pour un assainissement durable du cadre de vie de la population.

«La question de salubrité, de l'assainissement sont l'affaire de tous, ce qui suppose que chacun a sa part de responsabilité dans l'engagement que nous devons prendre pour que notre espace commun soit désormais sain et organisé», a affirmé le tout nouveau chef de daïra.

Dans cette perspective d'une lutte efficace contre l'insalubrité, l'orateur dira qu'une «initiative» est en cours de préparation afin de lancer dans les prochains jours un concours du quartier le plus propre dans la daïra de Mostaganem pour lequel un budget oscillant entre 7 et 8 millions de DA est consacré afin de récompenser le quartier gagnant. Des réunions sont prévues avec divers acteurs des organismes publics et privés pour réussir l'opération.

Cette démarche touchera donc tous les quartiers et cités de la ville où le problème de l'insalubrité est souvent posé. Toutes les annexes dans les différents quartiers seront donc mobilisées et se chargeront de mener un travail de sensibilisation pour amener les gens à se prendre

en charge. Cette action menée donc sous la responsabilité du chef de daïra participe à court terme à l'amélioration et l'embellissement du cadre de vie des quartiers et à plus long terme à une prise de conscience généralisée des citoyens. Par ailleurs une opération vient d'être entamée, celle d'une campagne de ravalement des façades de tous les édifices au centre ville de Mostaganem et touchera plus tard même les autres quartiers ainsi que la restauration et l'entretien des devantures des habitations, des bureaux et des commerces.

Enfin, juste après ce concours un autre défi est à relever, celui, du balcon le plus fleuri de la ville pour impli-

quer les habitants dans le fleurissement de leur commune dont le thème est «Mettons de la couleur dans nos vies et fleurissons nos balcons».

Le passage des membres du jury se fera avant l'été là où les fleurs révèlent leur plus bel éclat donc à vos mains... prêts... plantez.

Cet événement local qui fait certainement rappeler un autre et qui a eu un fort retentissement médiatique, celui du village le plus propre dans la wilaya de Tizi-Ouzou cette année, a pour objectif de redorer le blason de la capitale du Dahra, longtemps «entaché» par l'étiquette de ville sale ; face aux défaillances flagrantes de la mairie ainsi que ses partenaires directs.

L'opération concours «aménagement du quartier le plus propre» tel qu'officiel inscrit, sera une étape préliminaire au lancement du tri sélectif

à Mostaganem, comme rapporté dans nos précédentes éditions, le temps que la conscience écocitoyenne s'imprègne de la société.

Le premier responsable de la daïra dira en substance à ce sujet : « La sensibilisation de tous les habitants à la préservation de leur environnement et notamment les plus jeunes enfants, est la base de la bataille contre l'insalubrité.»

Le quartier vainqueur de ce concours recevra la somme d'argent qui sera consacrée pour l'acquisition de bacs à ordures, installation d'un terrain en gazon synthétique et une balançoire entre autres équipements qui renforceront l'amélioration du cadre de vie des riverains du quartier lauréat. Après ce concours, un autre défi sera lancé par la daïra avec le «balcon le plus fleuri de la ville».

A. B.

Le maire et 8 élus se retirent du MPA à Aïn-Tedles

Selon des sources sûres, le président de la municipalité de Aïn-Tedles et huit de ses collaborateurs, membres de l'APC composant ainsi la majorité au sein de l'Assemblée locale d'obédience MPA ont présenté leur démission du parti de Amara Benyoune à partir du 1^{er} janvier. Les raisons invoquées pour cette démission ont trait à la gestion des affaires locales du parti qui laisse à désirer et d'ordre interne à ce parti. Aussi, les démissionnaires font état de

prise de décisions unilatérale, l'absence de démocratie dans les rangs du MPA au niveau du bureau de wilaya.

Selon les observateurs, cette démission collective de pas moins de neuf membres de l'APC d'Aïn-Tedles vient à un moment crucial, du fait que la formation de Amara Benyoune risque de perdre l'un de ses bastions dans cette région de Mostaganem à la veille des élections législatives.

A. B.

À L'APPROCHE DES LÉGISLATIVES

La récupération politique est enclenchée à Guelma

2017 est entamée, elle sera marquée par la fin des mandats des Assemblées populaires, nationale, de wilaya et communale. Même si le bilan des élus locaux est jugé contesté pour les uns et mitigé pour les autres, les politiques ne se gênent pas pour enclencher la récupération politique de certaines préoccupations citoyennes.

La tentation est donc grande pour certains élus de la wilaya de Guelma. Ils n'entendent pas se laisser dépasser dans la course à la récupération politique, surtout que des élections se profilent à l'horizon.

Certains parlementaires et élus de l'APW et communaux qui sont à la conquête du renouvellement de leur mandat ne tarissent pas d'idées pour utiliser toutes les astuces pour entrer prématurément en campagne électorale. Ils ne ratent aucune occasion,

visite ministérielle, commémoration de fêtes nationales ou religieuses... pour descendre sur le terrain.

L'objectif pour eux c'est d'aller faire à leurs mandants le point. S'il est vrai qu'ils descendent fréquemment pour soi-disant, rendre compte, il n'en demeure pas moins que cela arrive dans une période de pré-campagne électorale qui servira de tremplin pour eux. Ils se sont déjà distingués par le passé en réclamant tantôt le dédoublement des tronçons

des RN 20 et 21 traversant la wilaya, tantôt la réhabilitation de ligne du chemin de fer, tantôt un CHU... Ils sont revenus à la charge, lors de l'avant-dernière cession de l'APW pour appuyer l'action menée par des souscripteurs AADL de Guelma, dénonçant le retard dans la réalisation des logements.

Une motion de soutien à cette préoccupation a été rejetée par une assemblée affaiblie par le virus de la chaise vide. Seuls 19 élus étaient présents lors du rejet de cette motion. Même scénario lors de la rencontre du ministre de l'Intérieur avec la société civile, organisée en marge de sa visite de travail effectuée les 2 et 3 janvier derniers dans la wilaya de Guelma. Certains élus

locaux se sont rapidement distingués par des tentatives de récupération politique. Ils n'ont pas tardé à reprendre les mêmes refrains: dédoublement des RN 20 et 21, le chemin de fer, Aïn Sefra...

Les Guelmis ont jugé «surprenant» le «timing» dans lequel sont appuyées les mêmes revendications. «Dès qu'il y a une élection, les problèmes du cadre de vie et socio-professionnels des riverains sont soulevés par les futurs candidats», ont-ils déclaré. Quoi qu'il en soit, la campagne pour les prochaines législatives s'annonce rude.

Pourvu que les règles du «jeu» et les engagements des uns et des autres soient respectés.

Noureddine Guergour

DSP NAÂMA

Nette régression de la leishmaniose en 2016

La leishmaniose, cette maladie cutanéomuqueuse qui demeure un grave problème de santé publique dans la wilaya de Naâma, a connu une nette régression en 2016 avec 253 cas, contre 420 cas enregistrés en 2015, a-t-on appris de la DSP.

Par contre, 336 personnes ont été atteintes en 2014 et 234 autres ont été enregistrées durant 2013, soit une baisse record par rapport aux années précédentes où le nombre varie entre 550 et 750 cas.

Des chiffres très inquiétants, qui ont d'ailleurs interpellé le ministre de la Santé, M. Boudiaf, en visite dans la région au mois de février 2016, à agir en personne, sommant les autorités locales à multiplier les campagnes de traitement pour arriver à zéro cas.

Pour l'année 2016, la commune de Aïn-Séfra demeure la plus tou-

chée avec 111 cas, suivie de Mécheria avec 37 cas ; 32 à Benamar, 27 à Moghrar, 26 à El-Kasdir. La DSP a également signalé que les victimes atteintes de cette épidémie sont prises en charge gratuitement par les établissements hospitaliers de la wilaya et que le traitement médical au «glucantime» est disponible.

La leishmaniose cutanée se compose de deux groupes : Oriental (leishmania tropica) et Sud-américain (leishmania brasiliensis). Elle est appelée chez nous le

bouton d'Orient (ou le bouton de Biskra), qui siège sur les régions découvertes et se présente sous la forme d'une papille excavée, croûteuse, responsable d'une cicatrice inesthétique, dont les séquelles et les cicatrices restent apparentes après guérison.

Le virus provient, selon les analyses microscopiques, de piqûres des phlébotomes, un insecte de petite taille des pays tropicaux, qui se nourrit de sang, qu'il projette par piqûres sur la peau, provoquant ainsi des démangeaisons. Cette espèce de parasite est le vecteur de la leishmaniose.

Le traitement doit lutter contre la surinfection, et le vaccin B.C.G. est, selon les études, pratiqué chez les sujets qui sont atteints de la leish-

maniose. Dans le but d'éradiquer les réservoirs et les nids porteurs des parasites, les décharges sauvages et les «zribas» (abris de bêtes) dans les centres urbains, et, pour éviter d'arriver au dernier stade de la maladie, les services de la prévention relevant de la Direction de la santé de la wilaya de Naâma ont, en étroite collaboration avec les services de l'APC, et d'autres services, lancé ces derniers temps plusieurs campagnes de lutte contre le phlébotome.

Des phases d'aspersion d'insecticides qui ont touché toutes les zones rurales de la wilaya, afin de lutter contre les vecteurs du virus, ce qui alors explique cette nette régression.

B. Henine

ORAN

Menace de grève au département d'architecture

Le recours à la grève de la part des étudiants plane sur le département d'architecture de l'université Mohamed-Boudiaf (ex-USTO) d'Oran depuis ce mercredi, et cela alors que des actions similaires ont été initiées par des étudiants en architecture dans d'autres villes du pays.

La grogne, qui pour l'heure est restée confinée dans les écoles d'architecture, est née de la publication d'un projet de modification du règlement intérieur de l'Ordre des architectes algériens. Si pour le moment rien n'est encore officiel, des documents non paraphés ont été partagés sur les réseaux sociaux. Il semble que tout cela a suffi aux jeunes étudiants pour agir et dire leur refus de «l'article 213 dans le projet d'arrêté pour l'approbation du règlement intérieur de l'Ordre des architectes issu de la session ordinaire de l'Ordre des 16 et 17 décembre 2016».

Pour comprendre précisément ce qui tourmente les étudiants, nous avons pris contact avec un certain nombre d'entre eux : «Il semble que l'Ordre des architectes veut, que pour accéder au stage, on devra payer 90 000 DA, soit 5 fois le salaire minimum ! C'est de la folie, en plus ces stages sont d'une durée de 18 mois et n'ont jamais été rémunérés», explique une jeune étudiante en Master 1.

D'autres avancent que les raisons qui auraient été invoquées par l'Ordre des architectes sont les frais de dossiers «quels frais ? C'est nous qui fournissons tout le dossier et c'est aussi nous qui cherchons tout seuls un stage», sur-encherit un étudiant frais diplômé mais pointant au chômage.

Ces frais de 90 000 DA choquent tous les étudiants et étudiantes, alors que par le passé ces derniers se disaient déjà exploités par les bureaux d'études d'architectes qui les font travailler gratuitement durant le stage de 18 mois indispensable pour l'obtention d'un agrément.

Pour l'heure, le doyen a assuré aux étudiants que rien n'était sûr encore, ce qui n'a pas totalement rassuré les étudiants, d'autant que du côté de l'Ordre, il nous a été impossible d'entrer en contact avec ses représentants.

Fayçal M.